

LE PEUPLE SOUVERAIN

JOURNAL DES INTÉRÊTS DÉMOCRATIQUES ET DU PROGRÈS SOCIAL.

Prix d'abonnement (Payable d'avance):

	Lyon.	Rhône.	Départem.
3 mois,	8 fr.;	10 fr.;	12 fr.
6 mois,	15 fr.;	19 fr.;	22 fr.
Un an,	30 fr.;	36 fr.;	40 fr.

Le *Peuple Souverain* donne les nouvelles 24 heures avant les journaux de Paris.

On s'abonne, à Lyon, au bureau du Journal, et à Paris chez LEJOLIVET et C^e, rue Notre-Dame-des-Victoires, 46.

Les Annonces se paient 25 c., et les Réclames 40 c. la ligne.

Lyon, le 16 frimaire au LVII.

(De l'ère chrétienne, 7 décembre 1848.)

Les Candidats.

Louis Bonaparte est le candidat des déçus, qui, voulant profiter de tous les changements de forme gouvernementale pour se caser, n'ont pu obtenir du gouvernement républicain les emplois qu'ils en ont sollicités.

A ces hommes, qui crient plus fort que tous les autres, il faut ajouter : 1° la légion des invalides et des vieux grognards, commandée par le colonel Chauvin ; 2° tous les vieux soldats de l'empire qui ne sont pas encore morts, et demandent une retraite, une croix ou un bureau de tabac ; 3° les royalistes qui veulent la régence et commencent à cet effet par tuer la République ; 4° les légitimistes, qui veulent, par l'élection du prince Bonaparte, faire consacrer le principe de l'hérédité, dont ils demanderont ensuite l'application en faveur d'Henri V ; 5° et en général tous les oiseaux de proie qui espèrent que toute la France deviendra leur curée.

Cavaignac est soutenu par une petite partie de la bourgeoisie, et tous ces hommes qu'on nomme *républicains honnêtes*, par ces gens qui, aimant la paix et le *statu quo*, sont ennemis des changements, et trouvent que tout va le mieux du monde, pourvu qu'ils vendent force pains de sucre, force paquets de chandelles. Ces gens, doux comme des agneaux en temps de troubles, sont des bêtes furieuses quand tout est calme : ils applaudissent aux dragonnades, aux mitrallades qui ont pour but de maintenir l'Ordre.

Ledru-Rollin réunira les voix de tous ces républicains sincères, de ces patriotes dévoués qui ne sont pas encore assez avancés pour voir qu'une révolution n'est rien si elle n'est que politique, et n'opère pas une transformation immédiate et complète de la société.

Le vrai peuple, le travailleur, tous les hommes qui désirent mettre en pratique le dogme de la fraternité par l'association, qui sont las de suer sang et eau pour engraisser et gorger d'or des faîneants que le travail effraie ; en un mot, tous les socialistes radicaux donneront leurs voix au martyr de leur opinion, à l'auguste prisonnier de Vincennes, à la sublime victime de tous les gouvernements opposés au progrès, à F.-V. RASPAIL.

Les démocrates de Limoges, Bourges, Toulon, Carpentras, etc. voteront, avec leurs frères de Lyon et de Paris, pour Raspail, dont ils viennent d'adopter la candidature.

APPEL

du Conseil central des républicains démocrates et socialistes des quatorze arrondissements du département de la Seine.

AUX ÉLECTEURS.

Citoyens,

RASPAIL est le candidat présenté par le Conseil central aux électeurs républicains démocrates et socialistes de toute la France.

RASPAIL n'a jamais sollicité cet honneur.

Aucun républicain dans la presse, dans les clubs, dans les réunions électorales, n'a contesté ses titres à la confiance du Peuple.

Des dévouements excessifs, soutiens d'une autre candidature, ne pouvant attaquer la personne de Raspail, ont pris à partie le Conseil électoral qui avait été lui demander, au donjon de Vincennes, l'autorisation de le désigner à la reconnaissance des travailleurs. — Ces amis imprudents se sont posés en accusateurs du Conseil central.

Ils ont contesté ses pouvoirs, accusé ses intentions, nié son patriotisme.

Le Conseil central doit à la France, à laquelle il fait appel, aux électeurs qui l'ont nommé, il doit à sa propre dignité de repousser ces calomnies.

Quant à ses pouvoirs :

Mis en suspicion par les intérêts et les passions contraires, ils sont aujourd'hui hors de cause, ils ont reçu la sanction populaire.

Quant à ses intentions :

Ceux qui en septembre portèrent jusqu'au bout une candidature obstinée, accusaient, eux aussi, à cette époque, le premier Comité de sacrifier à un esprit de coterie socialiste, l'unité du grand parti démocratique : *Ce qu'on appelait la coterie eut 66,000 voix, ce qui s'appelait le grand parti en eut 4,000.*

Quant à son patriotisme :

Aujourd'hui les continuateurs du grand parti reprochent au Conseil central d'avoir proposé aux suffrages des démocrates un second candidat à côté de Ledru-Rollin, déjà en possession

de la candidature ; d'avoir jeté par là l'incertitude dans les esprits et augmenté les chances du PRINCE CANDIDAT.

Que l'élevation à la présidence du citoyen Ledru-Rollin ait été préparée par ses amis sans bruit et de longue main dans toutes les provinces, le Conseil central n'entend pas le nier ; mais la confiance du Peuple doit-elle être le prix de la course, et peut-on craindre qu'un démocrate, indécis entre Raspail et Ledru-Rollin, jette dans l'urne le nom d'un président ?

Ce n'est pas sérieusement, sans doute, qu'on prétend nous rendre responsable de la défaite du citoyen Ledru-Rollin. S'il existe, après neuf mois de trahisons et d'impérities, un républicain assez aveuglé pour croire qu'il y ait en France, une majorité absolue en faveur d'un candidat socialiste, quel qu'il soit ; si après la séance du 25 novembre et la défection de la jeune Montagne en face de Cavaignac menaçant, ce républicain ose espérer qu'en cas de majorité relative l'Assemblée nationale choisira Ledru-Rollin on Raspail, qu'il le dise sans détours ! et nous saurons quel cas nous devons faire de son intelligence ou de sa bonne foi.

Laissons à ceux dont le jugement s'obscurcit dans des appétits immodérés du pouvoir, les espérances sans force et les affirmations sans valeur. Missionnaires de vérité, nous la devons à tous, et d'abord à nous-mêmes.

Ce n'est pas lorsqu'une partie de l'armée, trompée par un souvenir, les campagnes exaspérées contre la République par l'impôt des 45 centimes et dupes des fables les plus grossières ; ce n'est pas quand les monarchiens de toutes branches, orléanistes et légitimistes, soupirant après la guerre civile, vont peut-être infliger à la France l'humiliant affront d'une majorité absolue en faveur du porte-nom de l'empereur, qu'il nous est permis de rêver la victoire.

Ce n'est pas lorsque la féodalité industrielle et l'aristocratie du capital, coalisées pour le maintien du privilège des écus, lorsque les satisfaits nouveaux de notre patriotique Assemblée raccolent dans les départements toutes les gardes bourgeoises ; ce n'est pas lorsqu'ils appréhendent pour leur retour l'acclamation de Cavaignac, ce frère de l'insurgé de juin 1832, qui traîne au bagne les insurgés de juin 1848, qu'il est permis de se croire si près du but : à nous l'avenir prochain ; mais notre heure n'est pas encore sonnée ; sachons voter, organiser, travailler et attendre ; plantons notre drapeau et faisons bonne garde ! Minorité aujourd'hui, le socialisme sera majorité demain.

Que les Montagnards et leurs journaux cessent donc de répandre des accusations injustes et de verser des larmes sur les conséquences funestes d'une double candidature, et surtout qu'ils n'oublient pas que c'est nous qui aurions le droit de juger et de maudire. Les socialistes pourront oublier ou pardonner tout ce qui n'est pas trahison ; mais en allant à la bataille électorale contre la présidence, ils ne peuvent confier l'honneur et la charge de leur étendard à l'un des hommes qui repoussaient, il y a quelques jours à peine, la République démocratique et sociale au banquet du Chalet, et dont le pâle manifeste n'ose affirmer encore à la face des nations aucun des grands principes dont la fermentation met en feu, depuis neuf mois, les peuples de l'Europe entière.

Tout est grave et décisif aujourd'hui pour les principes de la démocratie ; l'hypocrisie nous perd, la franchise et l'audace nous sauvent. Qu'on ne dise plus qu'entre nous et la rue Taibout, il n'y a qu'une question de personnes. Nous n'en connaissons pas de semblables : entre deux hommes qui ont eu, l'un et l'autre, une longue carrière politique, le choix ne peut pas être une question de mots et de noms propres.

En voyant un président, les vrais socialistes veulent détruire la présidence. Pour cette œuvre, il faut un révolutionnaire sans illusion, sans défaillance. — Le citoyen Ledru-Rollin n'est pas ce révolutionnaire.

On nous parle UNION ET FRATERNITÉ. Nous répondons : SINCÉRITÉ. On nous accuse d'exclusivisme, nous accusons de confusion. Le peuple aime les questions nettes et tranchées, et il a raison ; car avec les questions nettes et tranchées seulement, il peut lui-même discuter ses intérêts et obtenir justice. Il veut poser enfin sa politique, à lui. La politique parlementaire est morte. Elle est morte d'ignorance et de lâcheté. Le peuple, quoiqu'on fasse, ne veut plus voir en elle qu'un cadavre, et il ne consentira pas à la ressusciter.

La démocratie socialiste n'exclut personne ; elle appelle toutes les forces, utilise toutes les volontés, mais elle n'aime que les convictions énergiques et courageusement déclarées. Elle veut des justifications, des résolutions fermes, surtout des gages. Et jusqu'au jour où elle aura tout cela, elle ne peut hésiter entre le prisonnier de Vincennes et le créateur de la garde mobile, signataire officiel de circulaires désavouées, sauvant la dynastie du National au 17 mars, appelant les troupes à Paris, disputant à Changarnier l'honneur du premier rappel battu le 16 avril, accusant la lenteur des canons de Cavaignac.

Qu'on cesse donc de menacer le conseil central de la respon-

sabilité d'une scission qui n'est pas son œuvre, mais qui est la conséquence inévitable de la différence des principes.

Le National aussi, avant février, accusait la *Réforme* de jeter la discorde dans le parti républicain. Les grands coupables d'alors, le citoyen Ledru-Rollin et ses amis, renonceraient-ils volontiers à cette partie de leur histoire ?

Depuis le 17 mars, la séparation n'a cessé de se faire entre les démocrates et les socialistes révolutionnaires. Vainement les démocrates, sous la pression électorale, ont enfin accepté forcément la formule du peuple : LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ET SOCIALE. Ces socialistes de la dernière heure refusent encore à proclamer la guerre immédiate contre la ligue des rois, la substitution du travail au capital, et la séparation absolue, dans la constitution et au budget, de l'église et de l'Etat.

Est-ce la faute du peuple et de ceux qui le comprennent si la rapidité de la marche donne le vertige à quelques hommes, si, effrayés des obstacles et des dangers, enervés à la première étape, ces hommes refusent d'aller plus loin ?

Révolutionnaires de courte haleine, qui croyez le but atteint parce que vous tombez épuisés de courage et d'idées, prenez garde ! La France poursuivant ses destinées va vous abandonner sur la route. Nous vous tendons la main, relevez-vous ! Mais malheur aux retardataires, le peuple n'attend pas !

D'ALTON-SHÉE, président.

DUPAS, GENILLIER, vice-présidents.

PARDIGON, secrétaire.

Nous recevons de Toulon la communication suivante, avec prière de lui donner toute la publicité possible.

Le Comité électoral des travailleurs de Toulon, au citoyen rédacteur en chef du Peuple Souverain.

Citoyen,

Ouvriers de la ville et du port de Toulon, réunis en comité électoral, nous décidons à la grande majorité, avec le conseil élu par les quatorze arrondissements de la Seine et avec le comité central républicain-socialiste de Paris, de porter, à titre de protestation, à la présidence de la République, le citoyen F.-V. RASPAIL ; la personification des sentiments républicains et des vrais principes démocratiques.

Si le citoyen Ledru-Rollin, dans sa qualité de Montagnard, ne veut pas se désister en faveur de F.-V. RASPAIL, le candidat socialiste ; au nom de l'humanité et de la fraternité, nous le prions de se désister en faveur de RASPAIL, la victime de la réaction et le martyr de la liberté !!!

Nos frères les travailleurs des autres villes, qui, comme nous, souffrent dans le présent et espèrent dans l'avenir, sont suppliés de ne pas oublier au jour de l'élection le nom de François-Vincent Raspail, l'ami de l'humanité et le défenseur du peuple !!!

Salut et fraternité.

Pour le comité électoral : Le président, T. FENEL ; vice-président, Jules JOUX ; trésorier, JOUVENAL ; secrétaire, N. CHOPPEL.

Il est encore temps !

Jamais le peuple n'eut autant besoin d'union, c'est-à-dire de s'unir dans un seul homme, dans un seul nom, qui représente et qui exprime ses besoins et ses vœux. Les heureux de la terre comprennent mal l'infortune et les désirs, ils croient toujours qu'il s'agit de déplacer le bonheur et d'attenter à leurs plaisirs.

Celui qui souffre compatit à la douleur, celui qui n'est pas libre peut seul comprendre la liberté. Rappelons nous d'ailleurs que la liberté est partie de la Bastille, où elle était enfermée, et que c'est d'une maison royale que doit sortir l'homme qui doit nous délivrer ! Voilà qui doit bien réjouir les amis de la royauté ; mais entendons-nous, cette maison royale, c'est le château de Vincennes, où se trouve l'homme en question, celui que nous devons d'abord affranchir afin qu'il nous affranchisse à son tour : comme entre prisonniers celui qui parvient le premier à se dégager de ses liens, dégage ensuite tous les autres. La position est exactement semblable au point de vue physique et moral ; élargissez cet homme et placez-le en haut, voyez son nouvel entourage et admirez le changement qui s'opère à l'instant jusques dans les plus bas étages de la société, car c'est toujours le chef que l'on copie, que l'on imite et que l'on exagère.

Un tyran au pouvoir, et voilà des nuées de petits tyranneaux salariés qui exercent à l'envi leurs talents imitateurs. Viennent un dictateur, et la peuplade des fonctionnaires rêvera les honneurs de Sylla, de Sylla mettant lui-même le prix à ses victoires, et faisant main-basse sur la République avec ses légions. Placez, au contraire, au sommet, un chef humain, populaire, libéral, et notre race de caméléons fonctionnaire rivalisera bientôt d'humanité, de libéralisme, de popularité.

Sentiments vrais, ou simples démonstrations, le peuple y gagne de n'être plus foulé, méprisé, persécuté, et de ne plus voir à chaque instant, à son grand scandale, la République indignement outragée par les fonctionnaires républicains !

C'est sur ce revirement que nous comptons en nommant Raspail, c'est parce que nous avons foi en son âme républicaine que nous avons proposé ce nom à tous ceux qui veulent réellement s'affranchir. Il s'est présenté naturellement, celui qui le

porte ne s'est pas présentée et encore moins imposée; il n'a pas scandaleusement colporté ou fait colporter son image, son éloge, son panégyrique, il n'a pas même eu besoin de faire une profession de foi, car c'est pour tous une affaire de conscience et de foi.

Nous croyons fermement en sa mission libératrice, à son amour du peuple, de la justice et du progrès, en son dévouement absolu de sentiments ambitieux. Nous croyons qu'il n'acceptera la présidence que pour l'abolir. Il sait que ce serait toujours pour nous un sujet de troubles et d'alarmes, un royal fantôme dont la tyrannie a le plus grand intérêt de conserver l'épouvantail. Nous sommes certains que lui, au moins, ne pactisera pas avec nos ennemis du dehors et n'élèvera pas aux premiers emplois nos ennemis du dedans; qu'il ne choisira pas pour ministres les ministres des rois, et qu'il n'adressera ni félicitations ni conseils aux exécuteurs des hautes œuvres des rois!

Le reste sera l'affaire des représentants du peuple, qui, à chaque élection nouvelle, mériteront davantage cette qualification. Les améliorations seront les résultats graduels du progrès, qui entraîne bon gré malgré dans sa voie notre intelligente génération. Le neveu et le frère sortiraient tous deux de cette voie, parce qu'elle ne les mènerait point à leur but. L'un voudra fonder la République dans l'empire, l'autre dans la dictature. Tous deux cherchent à faire entrer leurs idées de despotisme par le gros bout, dans la tête du peuple, et leur gouvernement dynastique de dix ans n'aura fait que reculer d'autant le règne de la justice et de la liberté.

Voilà le revers de la médaille, le côté pile, où sont les deux piliers du despotisme impérial ou dictatorial; de l'autre côté est le signe du salut, le signe d'épreuves, de persécutions et d'affranchissement, la croix que le peuple porte depuis si longtemps, et que son ami et son candidat portent courageusement avec lui.

Il n'y a ici ni jeu, ni hasard, Dieu merci, il n'y a qu'à choisir! La Providence a voulu nous laisser les libres arbitres de notre sort, persuadée que nous n'hésiterions pas entre le sceptre dérobé de l'usurpateur, le sabre brillant de l'ambitieux et la palme verdoyante du martyr.

SINGULIER RAISONNEMENT.

La candidature napoléonienne qui s'appuie assez généralement sur l'ignorance ou l'hypocrisie, deux thèmes peu commodes à développer, a trouvé enfin un argument que voici: Vous n'aimez pas Cavaignac, donc votez pour Napoléon. Nos lecteurs savent assez que si jamais le vainqueur de Juin n'a que nous pour appui, sa chute sera bien prochaine. Nous ne nous occuperions donc pas de ce nouveau mode de propagande monarchique, si l'argument ne s'adressait qu'aux partisans indécis du grand sabre africain; mais nous devons tenir en garde nos frères de la démocratie contre ces essais de découragement et de défection qu'on voudrait tenter auprès d'eux.

La voix d'un démocrate peut s'égarer de Raspail à Ledru-Rollin, mais hors de ces deux noms là, il n'y a que l'abstention d'excusable. A ceux qui, plus hardis que nous, se prétendent initiés aux arcanes du scrutin, répondons que dans certaines occasions les voix se présentent plus encore qu'elles ne se comptent; serait-ce donc la première fois que l'avenir aurait donné raison aux minorités; est-ce qu'il n'y a pas une influence morale en dehors des additions du scrutin, qui s'attache à la grande voix de Paris et de Lyon, parlant au nom du progrès et des destinées futures du monde.

Est-ce que sous le règne des Bourbons, dans la Chambre surnommée *introuvable*, les principes libéraux n'ont pas été réduits à ne compter que sept défenseurs.

Combien donc étaient les républicains en 1831? combien étaient-ils le 23 février 1848? Et cependant la révolution de Juillet a donné raison aux libéraux, et la révolution de Février a consacré le principe républicain. Comparez ce qu'était l'élément libéral en 1823, l'élément républicain en 1847, à ce qu'est aujourd'hui le socialisme, et dites-nous à qui appartient l'avenir. Ce qu'il s'agit de consacrer par notre vote, c'est moins la force numérique de la démocratie sociale que sa force de dignité et de moralité.

Or, dans la balance de l'éternelle justice, ces suffrages loyaux, honnêtes et intelligents, portés sur l'homme qui résume le plus hautement et le plus complètement nos doctrines, ces voix qui se sont refusées à toute transaction politique, qui, se vouant à la sainteté des principes, n'ont voulu servir d'appoints à aucun calcul d'ambitions; ces voix, devant l'histoire, auront un autre poids, une autre valeur, que le vote mensonger des légitimistes, entrevoyant par delà une guerre civile, à laquelle ils nous poussent, le retour de l'enfant du miracle; et devant cette grande et digne protestation du peuple, bien honnête et bien impuissante sera la rouerie de ces habiles, qui veulent égarer d'un nom qu'ils ne prennent pas au sérieux, l'échafaudage de leurs espérances trempées et de leur ambition déçue.

Quand les partisans de Genoude et de Montalembert, quand les lecteurs dévots de la *Gazette* et de l'*Union* votent pour Napoléon, leur vote est un mensonge, car leur vote veut dire Henri V.

Quand Thiers, Rugeaud, Molé et Odilon-Barrot, appuyés du *Constitutionnel* et de la *Presse*, votent pour Napoléon, leur vote est un mensonge, car ce vote veut dire: Régence ou Louis-Philippe.

Quand les socialistes votent pour Raspail, leur vote est saint, et sera puissant; car ce vote veut dire: Association, Fraternité, droit au travail.

Ce nom, c'est un drapeau fièrement et franchement déployé. Ce nom ne cache rien, ne dissimule rien. Or, le temps fait justice de ce qui est dissimulation et mensonge, toute force est dans la vérité. Il n'y a d'avenir que pour les partis qui savent et peuvent avouer leurs principes.

Vains efforts des bonapartistes à la Croix-Rousse.

Le bruit courait en ville hier que des symptômes de défection se manifestaient parmi nos frères de la Croix-Rousse; nous avons voulu voir par nos yeux et juger en parfaite connaissance de cause.

Nous sommes donc montés ce soir vers cette vieille cita-

delle de la liberté et du socialisme lyonnais, nous avons trouvé quelques groupes formés sur les places principales; on y discutait paisiblement la question à l'ordre du jour, les candidatures diverses à la présidence; nous nous sommes approchés, nous avons écouté de toutes nos oreilles et nous ne savons si le hasard s'est plu à nous abuser, mais nulle part nous n'avons entendu appuyer les mérites du prince Louis Bonaparte.

Un homme âgé, qui avait l'extérieur d'un ouvrier de la campagne et d'un ancien militaire, se plaignait, au milieu d'un cercle d'auditeurs attentifs et pacifiques, des défiances que soulevait ce nom, idole encore vivante, culte toujours fervent dans le cœur des vieux braves qui ont connu l'oncle; mais quand on lui eut expliqué sur quels motifs se fondaient ces défiances, quand on lui eut montré les royalistes de toutes les couleurs, les réactionnaires de toutes les nuances appuyant la candidature du neveu, quand on lui eut prouvé qu'en votant pour lui il allait voter avec tous ces royalistes qui avaient trahi son pauvre empereur et avec tous ces financiers qui avaient salué avec tant de joie l'arrivée des cosaques et le retour des Bourbons, notre brave campagnard quitta la place, bien décidé à voter pour l'homme de Vincennes et de la Croix-Rousse, pour l'homme de toutes les douleurs et de toutes les espérances, pour Raspail.

Ce que nous avons admiré, c'est la logique inflexible les expressions plus que modérées, toutes bienveillantes avec lesquelles le socialisme est défendu; la sincérité de cette croyance inspire tout le monde, l'éloquence court les rues, et nous avons entendu ainsi en plein vent plus d'un discours improvisé, dont nos orateurs de l'Assemblée nationale auraient le droit d'être jaloux.

En descendant la rue de la Grand-Côte, un incident assez bizarre nous a fait croire, pendant quelques instants, à l'imminence d'un danger sérieux; un officier de la place remontait la rue en grande hâte, escorté de trois soldats, et pendant cette ascension au pas de course, il faisait charger les fusils de ses compagnons; une émotion assez naturelle en résultait sur le passage de cette singulière patrouille. Nous nous attendions donc à trouver la basse ville en proie à quelque agitation; notre crainte était mal fondée, la ville est calme. Quelques groupes stationnent sur la place des Terreaux, au bas du grand escalier de l'Hôtel-de-Ville; on y discute encore le mérite des candidats. Le prince ne trouve pas là non plus de plus chauds ni de plus nombreux défenseurs.

Les clubs sont ouverts à cette opinion comme à toutes les autres, et personne n'ose s'y présenter pour la soutenir. Il paraît décidément que les mérites du candidat princier ne se recommandent qu'à huis-clos, et ne s'avouent qu'en absence de tout contradicteur.

P. S. Nous apprenons à l'instant, que vers dix heures du soir, quelques cris de *Vive Napoléon* se sont fait entendre. Des arrestations ont eu lieu.

Les banquets.

« Ne vous effrayez pas des banquets, disait M. Dufaure: M. Bac se vante, en comptant deux mille convives, je puis certifier qu'il y a tout au plus 11 ou 1200 personnes qui se promènent de banquet en banquet, etc. »

A la droite d'applaudir — que dira M. Dufaure si M. Grandin lui demande son opinion sur les banquets d'hier dimanche?

A la même heure neuf banquets organisés sur les points les plus éloignés de Paris, réunissaient sous les drapeaux de la République sociale plus de douze mille convives.

A Puteaux, plus de mille travailleurs étaient réunis sous la présidence du citoyen Boyer, sous une tente près de la place de l'Eglise.

A la table des invités, on remarquait Pierre Leroux, Joly père et Beives, représentants de la Montagne; quelques membres du comité central et les clubistes les plus ardents.

L'ordre le plus parfait a régné dans ce banquet, qui s'est prolongé depuis midi jusqu'à cinq heures du soir. Sept places avaient été réservées aux détenus de Vincennes et aux amis absents.

Les toasts portés par les ouvriers, remarquables par l'élévation des vues et par leur socialisme avancé, prouvent que la cause sociale compte aujourd'hui des défenseurs éclairés dans toutes les classes.

Pierre Leroux, Joly, Bernard et Gamet, ont porté des toasts qui ont été couverts d'unanimes applaudissements.

Après le *Chant des travailleurs* de Dupont, un convive a entonné une chanson composée par un ouvrier, et quelques couplets de la *Marseillaise*.

Chacun est sorti de ce banquet emportant la certitude du triomphe prochain de la République démocratique et sociale.

La famille des Jésuites.

Nous ne savons si dans les maisons religieuses on recite encore les commandements de Dieu; en tout cas, il en est un qui doit être supprimé; c'est celui-ci qui ordonne d'honorer ses parents. La religion, en ce moment, telle qu'elle nous est enseignée, sèche le cœur, fausse les idées, brise les liens sacrés de la famille; et ce sont ceux qui agissent de la sorte qui viennent ensuite accuser les socialistes de vouloir en venir là! sans doute parce qu'ils craignent de perdre le monopole de cette hideuse doctrine.

On ne nous accusera pas d'exagération, du moment où nous apportons des preuves à l'appui. Une jeune fille de 24 ans est entrée dans la société des sœurs St-Charles, et elle est instituée à St-Genis-Laval. Son père, vieillard aveugle, et sans ressources, lui écrit pour se recommander à ses soins.

Le brave homme s'est dans le temps imposé des sacrifices et des privations pour faire entrer sa fille en religion. Quelques jours après que la lettre de son père lui eut été écrite (peut-être n'en a-t-elle pas eu connaissance), la jeune nonne vint accompagnée d'une de ses camarades, dans l'intention de voir son père. Ne l'ayant pas trouvée à la maison, elle lui fit dire d'être sans inquiétude, qu'elle aurait soin de lui.

Le lendemain de cette visite, le père reçut la lettre suivante, qui aura sans doute été dictée et imposée à la pauvre jeune fille par quelque vieille doctresse de supérieure ou quelque jésuite jaloux de voir une partie de l'amour de la religieuse se porter encore sur son vieux père. Voici la lettre; que les gens impartiaux la méditent attentivement:

Mon Père,

Je viens répondre moi-même à la lettre que tu as écrite à notre Révérende Mère; elle comme moi trouvons bien extraordinaire la demande que vous

faites. Je vous ai déjà dit, mon père, qu'étant religieuse et ayant fait un adieu total au monde et à ma famille, je souhaite ne m'occuper d'autre chose que de Dieu. Vous avez d'autres enfants; si j'eusse été seule, je ne me serais pas faite religieuse afin de pouvoir vous secourir, mais je suis la plus jeune des six enfants, adressez-vous à ceux qui sont établis dans le monde, ils vous secourront. Ainsi, mon père, veuillez ne pas revenir à la charge, ni chez nous, ni à la communauté, parce que personne ne vous répondra, attendu que nous ne pouvons rien pour vous et nous ne sommes pas dans l'habitude d'avoir des correspondances qui ne doivent servir à rien. Personne ne peut donc me forcer d'écrire si je ne le veux pas, eh bien! je vous déclare que je ne veux avoir avec ma famille aucune correspondance, comprenez bien cela et ne me récrivez plus ni à la communauté, ni à la maison. Je vous dirai que je ne vous oublierai jamais dans mes prières; votre âme m'est seule chère; elle fera l'objet de toutes mes occupations; ainsi, laissez-moi dans ma retraite seule à seule avec mon Dieu et oubliez que je suis votre enfant, c'est tout mon désir.

Je vous prie de me sans doute dans quelque temps j'habiterai peut-être dans la Provence attendu que vos demandes auxquelles je ne peux rien, dérangent le cours de mes occupations et altèrent grandement ma santé.

Adieu pour l'éternité.

Lyon, 12 novembre 1848.

Votre fille en J.-C.,
Sœur St-Marie.

Comme on respecte la famille du pauvre.

Ceux qui ne veulent pas que nous les appelions réactionnaires, ceux qui s'appellent les républicains honnêtes, pour se distinguer de nous (vraiment, s'ils sont honnêtes, ils ne sont guère polis); les anciens dévoués de Louis-Philippe, en un mot, se plaisent à nous jeter chaque jour à la face: que nous voulons détruire la famille. Cent fois, déjà, nous leur avons répondu qu'ils en avaient menti, et les avons défiés d'apporter une preuve à l'appui de leur assertion. Ils n'ont pas relevé le gant; ils ont mieux aimé continuer d'accuser sans preuve.

En France, cette manière de faire s'appelle de la calomnie, et la calomnie est une chose méprisable et infâme.

Pour nous, cent fois aussi nous leur avons envoyé la même accusation, et aujourd'hui nous venons l'étayer d'une preuve nouvelle.

Quand une pauvre mère de famille, sans ressources, sans travail, se voit forcée, pour ne pas le laisser mourir, de porter son enfant à la *Charité*, vous croyez peut-être que, fidèles à leurs principes, messieurs les champions de la famille faciliteront à cette mère, dont le plus grand crime est d'être pauvre, les moyens de voir leur enfant, ou au moins de savoir de ses nouvelles, où il demeure, s'il est bien portant, bien soigné?

Si telle est votre pensée, vous entendrez bien mal la manière de raisonner de messieurs de l'administration des Hospices. Voici en effet ce qui arrivera: « Les employés feront d'abord déposer à cette malheureuse la somme de trois francs (on nous a dit que, depuis le 24 Février, on ne devait plus exiger qu'un franc), si cette pauvre mère n'a pas pu s'imposer assez de privations pour mettre trois francs, ou au moins un franc de côté, elle est renvoyée brutalement. Dans le cas contraire, on lui répond tout aussi gracieusement, que son enfant vit ou est mort, et elle doit se satisfaire de cette réponse. »

Nous avons donc bien raison de dire qu'ils veulent encore faire de la famille un privilège; car, s'ils veulent qu'on respecte la leur, ils veulent attenter impudemment à celle des autres, et c'est ce que nous, socialistes et républicains rouges, ne voulons pas permettre.

« La République française... a pour principes l'égalité, la liberté, la fraternité; et pour bases, la famille, etc. (art. 4 du préambule).

« La société fournit l'aide... l'assistance aux enfants abandonnés, etc. (art. 13 de la Constitution). »

Du Travail dans les prisons.

Tout le monde sait que, presque à son origine, l'organisation du travail dans les prisons a soulevé, de la part de l'industrie libre, des plaintes ardentes. Les protestations sont devenues chaque jour plus vives et plus unanimes; elles ont eu pour organes les principaux fabricants des grands centres manufacturiers, tels que Marseille, Beaune, Nîmes, Lille, etc.

Rien de plus juste, d'ailleurs, que ces protestations, quand on considère que la spéculation, s'emparant du travail des prisonniers, lesquels sont nourris et entretenus aux frais de l'Etat, fait ainsi une concurrence désastreuse au travail libre et honnête.

Si l'on songe, en outre, que les travaux d'aiguille ou de couture organisés dans les prisons ou dans les établissements dits de charité, ont tellement avili le prix de la main-d'œuvre, que les mères, les femmes et les filles des travailleurs ne peuvent plus, malgré un labeur excessif et des privations sans nombre, faire face aux besoins de première nécessité; on comprendra tout ce qu'il y a de moral et d'équitable dans le décret du gouvernement provisoire, qui a suspendu le travail dans les prisons.

Après cela, que dirons nous du projet du ministre de l'intérieur, qui abroge ce décret.

La commission chargée d'examiner le projet ministériel, a conclu à l'adoption avec quelques modifications, en s'appuyant, pour motiver cette résolution, entre autres considérations, sur les suivantes:

« Le travail est la loi de l'humanité, le devoir de chaque citoyen. Nul n'en est rédimé, si ce n'est par le droit de propriété, cette économie ou meuble du travail.

« L'Etat a le devoir et le droit d'exiger du détenu l'accomplissement de cette obligation individuelle. Nous disons le devoir; car le travail est un moyen de discipline, de moralisation, d'amendement.

« Il détruit les habitudes d'oisiveté, source normale des crimes commis.

« Il prémunir l'ordre social et le condamne contre les dangers de la récidive, par l'apprentissage d'une profession. »

Voici les principaux articles du projet du gouvernement amendé par la commission:

« Art. 1er. Le décret du 24 mars dernier, qui a suspendu le travail dans les prisons et à l'égard des militaires en activité de service, est abrogé.

« Art. 2. Les produits fabriqués par les détenus des maisons centrales, de force ou de correction, ne pourront pas être livrés sur le marché, en concurrence avec ceux du travail libre.

« Art. 3. Les produits du travail des détenus seront consommés par l'Etat. »

NOUVELLES DE LA PRUSSE.

Brandebourg, 30 novembre. — Aujourd'hui, l'Assemblée nationale a tenu

